

Pour un véritable service public de l'énergie

Les organisations signataires de ce communiqué (dont E&S-UNRPA) s'opposent au projet destructeur "Hercule" de scission du groupe EDF en trois entités.

Le projet « Hercule », inspiré par des banques d'affaires, ne s'inscrit absolument pas dans une logique d'intérêt général mais dans une logique strictement financière. Logique initiée avec la déréglementation imposée par l'Union européenne et conduite par les gouvernements successifs :

la facture des usagers a flambé, les investissements nécessaires sur l'outil productif ne sont plus assurés, la péréquation tarifaire est menacée alors que c'est un élément essentiel à notre démocratie. Nous exigeons que soit effectué le bilan financier, humain, écologique des directives de déréglementation du secteur de l'énergie.

A l'unisson de l'ensemble des fédérations du secteur de l'énergie et des personnels du groupe EDF, ainsi que de plusieurs confédérations, nous demandons au Président de la République de renoncer au projet « Hercule »

Puisque l'avenir énergétique du pays est intimement lié à celui d'EDF, il nous paraît indispensable que son avenir et sa mobilisation au service des enjeux énergétiques et climatiques du pays fassent l'objet d'un véritable débat social et démocratique avec l'ensemble des citoyens : que l'on soit usager, salarié du secteur ou élu, l'énergie est notre bien commun !

Toutes et tous doivent se mobiliser avec l'ensemble des organisations associatives, syndicales et politiques (aux niveaux national et local) pour la défense et le développement du service public et la promotion de ses valeurs.

Toutes et tous ont vocation à converger pour se mobiliser dans le cadre collectif créé ce jour : le Collectif national « Pour un véritable service public de l'énergie ! ».

Ce collectif a vocation à sensibiliser et mobiliser les usagers, les élus et les salariés du secteur en vue d'établir de fortes convergences.

La nécessaire transition énergétique et l'accès à tous de l'énergie, imposent de structurer les services d'efficacité et de performances énergétiques permettant de gérer collectivement nos ressources dans le seul souci de l'intérêt général et de la réponse aux besoins de nos concitoyens.

Le débat public, que nous demandons a vocation à dépasser le seul cadre du groupe EDF et à intégrer l'ensemble des filières du secteur de l'énergie, au-delà de la seule électricité, en vue de jeter les bases d'un véritable grand service public de l'énergie.

Un service public de l'énergie répondant, notamment :

- aux besoins de l'ensemble des usagers, en premier lieu les plus précaires, et des territoires, y compris les plus fragilisés ; le droit à l'énergie, droit fondamental et essentiel, doit devenir pleinement effectif pour toutes et tous, partout ; l'égalité de traitement des usagers, la péréquation tarifaire et la tarification réglementée doivent être pérennisées.

- aux défis de la précarité énergétique qui touche près de 5,5 millions de ménages (3 500 000 ménages déclarent souffrir du froid dans leur logement),

- aux besoins d'investissements considérables de l'indispensable transition énergétique et écologique,

- à la nécessité d'un développement durable : assurer notre indépendance énergétique, consolider et développer un modèle énergétique pilotable et respectueux de l'environnement, diversifier nos sources d'énergie en investissant dans la recherche et le déploiement d'énergies renouvelables, répondre aux enjeux du réchauffement climatique,

aux attentes légitimes des personnels du secteur de l'énergie en matière de conditions de travail et d'exigence de qualité du service rendu aux usagers.

Pour atteindre ces objectifs, il faut renoncer aux politiques strictement financières de libéralisation et de privatisation mais, au contraire, faire le choix d'une maîtrise publique complète du secteur de l'énergie.

Liste des premières organisations signataires:

Convergence Services Publics - Droit à l'énergie SOS FUTUR - INDECOSA-CGT - Fédération Nationale Mines Energie (FNME) CGT - Fédération des syndicats SUD Energie - Union des familles laïques (UFAL) - ATTAC - CAP A GAUCHE 19 - Parti communiste français (PCF) - ENSEMBLE ! - Réseau Education Populaire – SUD PTT – Ma Zone Contrôlée – Résistance Sociale – Générations .S – Gauche démocratique & sociale (GDS) – République & Socialisme – Emancipation collective - CV70-Comité de Vigilance pour le Maintien des Services publics de proximité en Haute-Saône – SNUP Habitat - Comité National CGT des Travailleurs Privés d'Emploi et Précaires - Collectif de Défense et Développement des Services Publics en Combrailles – Convergence Nationale Rail – La France insoumise - PEPS (Pour une écologie populaire et sociale) - Coordination des Gilets Jaunes de l'Isère – Stop précarité – Les Économistes Atterrés - Union des syndicats CGT du groupe Caisse des dépôts - Syndicat CGT de l'établissement public Caisse des dépôts et consignations – Confédération Nationale du Logement (CNL) – Syndicat CGT Banque de France - Collectif Ne nous laissons pas tondre – Les Gilets Jaunes du 05 – CGT Fonction Publique – Syndicat National des Certifiés et Agrégés (SNAC) e.i.L Convergence - Fédération des syndicats e.i.L Convergence – Fondation Copernic – DAL (Droit au Logement) – Collectif « Faisons barrage » - Collectif « Changer de cap » - Fédération CGT Banques et Assurances (FSPBA-CGT) – AITEC – FSU - MNLE Réseau Homme & Nature - Union syndicale Solidaires – Parti socialiste – Gauche républicaine et socialiste (GRS) – Mouvement Républicain et Citoyen (MRC) – Energie 2060 - CGT Enseignement Privé de Paris - RPS FIERS - Syndicat CGT Cheminots du QNEMP (Quart Nord Est Midi-Pyrénées) – Confédération Générale du Travail de la Réunion (CGTR) – Parti Radical de Gauche (PRG) – Association des familles victimes du saturnisme (AFVS) – Génération Ecologie – ENSEMBLE & SOLIDAIRES-UNRPA - GLOBAL LABOUR INSTITUTE PARIS (GLI PARIS) – REACT - Sénateurs EELV